

Évolutions monétaires en Guyane au 31 décembre 2015

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'activité économique mondiale est restée languissante en 2015 avec une croissance estimée à 3,1 %. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent plus de 70 % de l'économie mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés.

Le rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base, le ralentissement généralisé dans les pays émergents et la sortie progressive de conditions monétaires accommodantes aux États-Unis continueront de peser sur les perspectives de croissance 2016-2017. Ainsi la croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % en 2016 et 3,6 % en 2017, soit une révision globale à la baisse de 0,2 % par rapport aux précédentes prévisions.

Toujours selon le FMI, dans la zone euro, l'augmentation de la consommation privée, qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et les conditions financières favorables, permet de compenser un fléchissement des exportations nettes. Pour la zone euro, les prévisions de croissance devraient s'établir à +1,7 % pour les deux années à venir.

La prévision de croissance de la France a été revue à la baisse et devrait s'établir à 1,3 % (contre 1,5 % prévu précédemment)

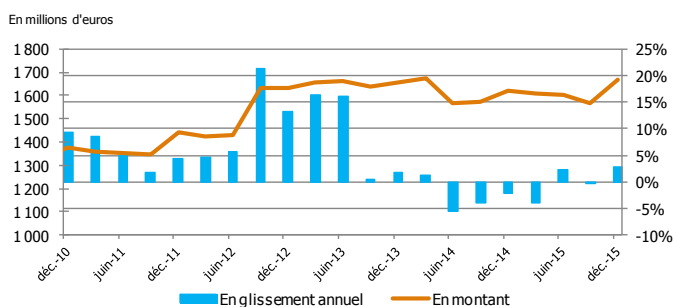
Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 10 mars 2016, a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base à 0,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base à 0,25 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,40 %. Par ailleurs, le Conseil a arrêté une série de mesures complétant le programme d'achat de titres (APP), et a annoncé des modifications des critères de l'APP dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix : « Cet ensemble exhaustif mettra à profit les synergies existant entre les différents instruments et a fait l'objet d'un calibrage permettant d'assouplir encore davantage les conditions de financement, de stimuler la fourniture de nouveaux crédits et de renforcer la dynamique de la reprise économique dans la zone euro et d'accélérer le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ». « [...], le Conseil des gouverneurs, prenant en compte les perspectives actuelles de stabilité des prix, prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée [...] ».

CROISSANCE DE L'ENCOURS DE CRÉDITS ET DE LA COLLECTE DE L'ÉPARGNE

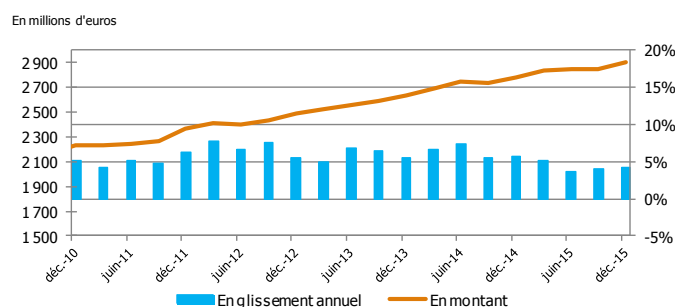
L'encours des concours bancaires de la Guyane atteint 2 900,1 millions d'euros à fin décembre 2015, en hausse de 4,2 % sur un an (soit +117,5 M€) et de +4,2 % sur le second semestre. La croissance annuelle des crédits d'investissement aux entreprises (+9,3 %) et des crédits à l'habitat accordés aux ménages (+11,4 %) explique la bonne dynamique du financement bancaire en 2015. L'encours sain des crédits aux ménages augmente de 10,3 % tandis que le total des crédits octroyés aux entreprises affiche une hausse modérée (+1,2 %) sur l'ensemble de l'année 2015.

L'encours des actifs financiers s'inscrit en légère hausse de 2,7 % (soit +44,1 M€) en 2015 pour atteindre 1 666,7 M€. L'augmentation est portée principalement par les dépôts à vue des entreprises et des ménages qui affichent une croissance respective de 7,2 % (soit +25,0 M€) et 4,0 % (soit +13,8 M€).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT QUI RESTE BIEN ORIENTÉE

Baisse des crédits immobiliers et dynamisme des crédits d'investissement

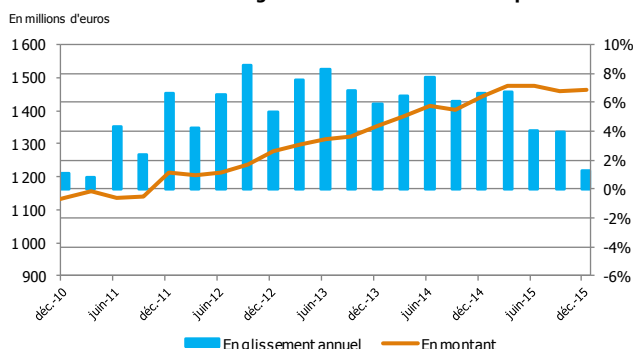
La croissance globale des **crédits aux entreprises** est modérée en 2015 : l'encours progresse de 1,2 % (soit +17,9 M€) et atteint 1 461,8 M€ à fin décembre 2015. Cette croissance annuelle a été atténuée par une légère baisse au 2^d semestre de 0,8 % après une hausse de 2,0 % au 1^{er} semestre.

L'encours des **crédits immobiliers** s'est contracté (-2,7 %, soit -24,7 M€) sur l'ensemble de l'année 2015 pour s'établir à 887,0 M€ à fin décembre, soit 60,7 % de l'encours total de crédits aux entreprises.

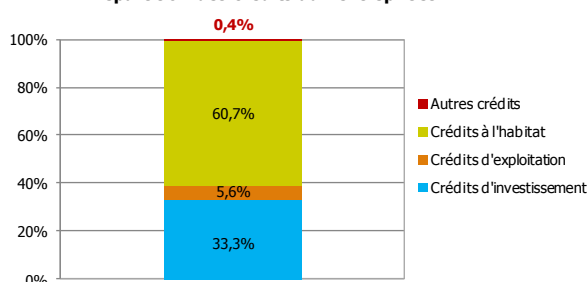
Les **crédits d'investissement poursuivent** leur dynamique à la hausse (+9,3 % soit +41,4 M€) pour atteindre 487,4 M€. Les crédits à l'équipement, qui représentent 77,1 % des prêts d'investissement, ont fortement augmenté au 1^{er} semestre (+11,8 %) avant de diminuer au 2^d (-3,7 %) portant la croissance annuelle à 7,7 %.

Les entreprises ont également eu recours aux **crédits d'exploitation** dont l'encours progresse de 5,7 % (soit +4,4 M€) en rythme annuel pour s'établir à 81,6 M€. Cette évolution est imputable à l'utilisation des comptes ordinaires débiteurs, qui augmentent de 19,9 % sur un an (+5,3 M€).

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises

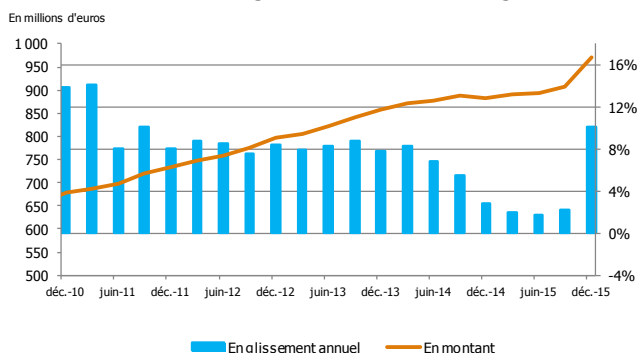


Forte hausse des crédits aux ménages

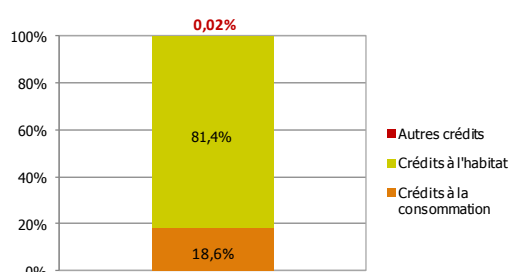
L'encours **sain des crédits aux ménages** affiche une forte hausse de 10,3 %, soit +90,8 M€ en rythme annuel (contre 2,8 % en 2014) pour s'établir à 973,1 M€ fin décembre. **Les crédits à l'habitat** poursuivent leur hausse avec un taux de croissance de 11,4 %, soit +80,8 M€ (après 3,3 % en 2014) et concentrent désormais 81,4 % de l'encours de crédit des particuliers. Le dynamisme des crédits à l'habitat explique l'essentiel de la croissance de l'encours des ménages.

L'encours des **crédits à la consommation** est bien orienté en 2015, en hausse de 5,0 % sur un an, soit +8,7 M€, contre 0,6 % l'année précédente. L'encours, qui représente, 18,6 % des crédits aux ménages, a d'abord légèrement progressé de 0,6 % au 1^{er} semestre avant de rebondir au cours de la 2nde moitié de l'année avec une croissance de 4,5 %.

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Contraction des crédits aux collectivités locales

L'encours de **crédit aux collectivités locales** s'inscrit en baisse sur un an de 3,4 % (-12,2 M€) pour atteindre 346,6 M€ à fin décembre 2015. Ils se composent à 99,0 % de crédits à l'équipement.

Augmentation des crédits aux autres agents¹

L'encours **sain de crédit** des autres agents enregistre une hausse de 21,4 % (soit +21,0 M€) en 2015. Après une croissance faible de 2,9 % sur la première partie de l'année, il augmente de 18,0 % au 2^d semestre (+18,1 M€) pour atteindre 118,7 M€.

Stabilité des créances douteuses

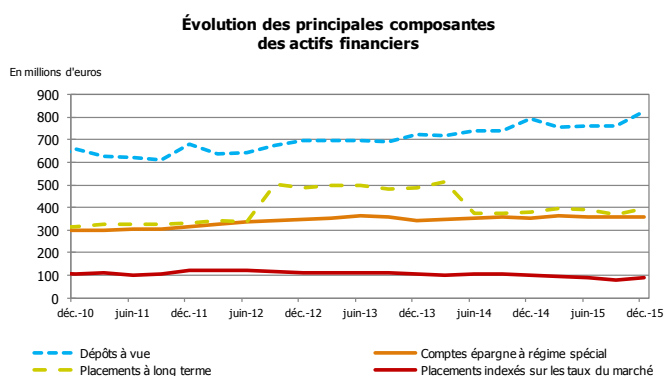
L'encours de créances douteuses des **établissements de crédit installés localement** (ECIL) progresse légèrement de 0,5 %, soit +0,4 M€, pour s'établir à 92,6 M€ fin 2015. La bonne croissance de l'octroi de crédit permet au **taux de créances douteuses** de diminuer de (-0,2 point) qui s'établit à 3,4 % pour l'ensemble des établissements de crédit implantés localement.

Les **provisions** des ECIL se contractent de 14,2 % sur un an pour atteindre 49,9 M€. Le **taux de provisionnement** diminue pour sa part de 9,2 points pour s'établir à 53,9 % contre 63,2 % fin 2014.

HAUSSE DES ACTIFS FINANCIERS

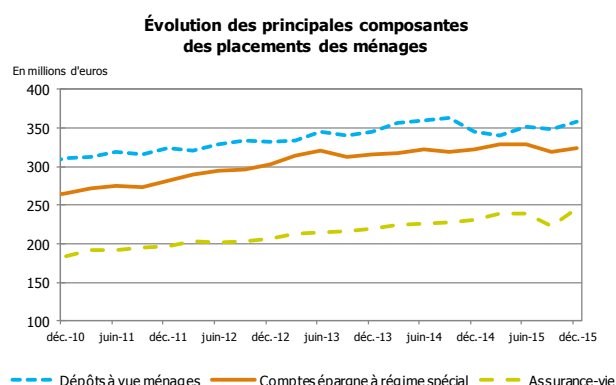
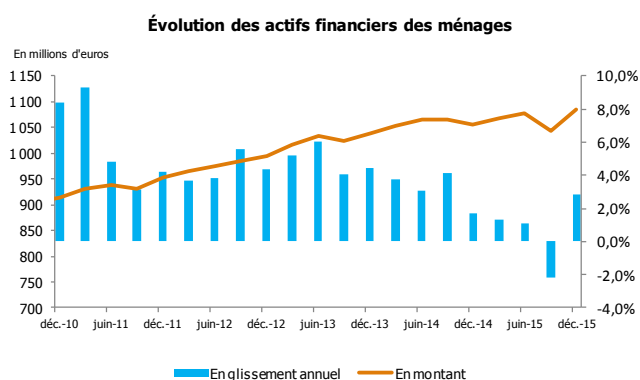
L'encours **des actifs financiers** du département augmente de 2,7 % (+44,1 M€) en rythme annuel et s'établit à 1 666,7 M€. Il se contracte de 1,2 % sur les six premiers mois de l'année (-18,9 M€), avant de progresser de 3,9 % au cours du 2^d semestre.

La croissance annuelle est imputable d'une part à l'augmentation des **dépôts à vue** (+4,4 %, soit +34,6 M€), d'autre part, à la bonne tenue des **placements à long terme**, notamment les **produits d'assurance vie** dont l'encours croît de 6,0 % (soit +13,9 M€) sur les 12 derniers mois.



La collecte de l'épargne reste résiliente

L'**épargne des ménages** progresse de 2,9 % (+30,2 M€) en rythme annuel pour atteindre un total de 1 085,3 M€ au 31 décembre 2015.

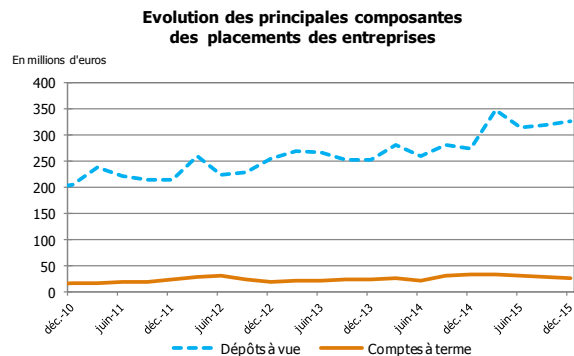
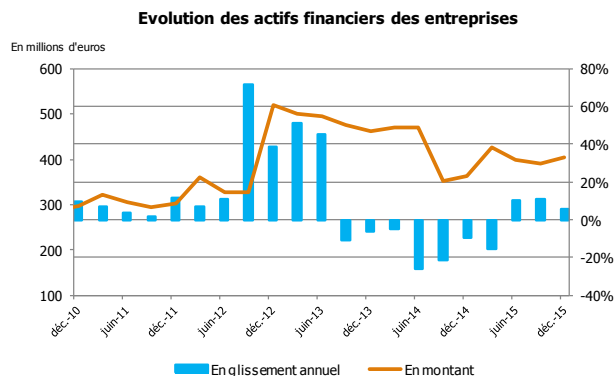


Sur les 12 derniers mois, la **collecte globale de l'épargne des ménages** est tirée par la hausse des **placements** à long terme, notamment par les produits **d'assurance vie** et de **plans épargne logement** qui augmentent respectivement de 6,0 % (soit +13,9 M€) et de 7,0 % (soit +7,1 M€). Ces deux placements représentent un tiers des dépôts des ménages, soit 355,0 M€. Toutefois, la baisse de l'encours des portefeuilles titres (-14,0 %, soit -2,3 M€) vient atténuer la collecte de l'épargne de long terme. Les **dépôts à vue** des ménages progressent de 4 % sur l'année 2015 (+13,8 M€) atteignant 358,9 M€. Les **placements liquides ou à court terme** restent pour leur part stables (-0,1 %) dans leur globalité, mais révèlent des baisses importantes sur certains sous-produits : les comptes à terme et les comptes d'épargne logement accusent une baisse respective 10,8 % (soit -1,9 M€) et 5,4 % (soit -1,3 M€) sur l'année 2015.

1 Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

Hausse des actifs des entreprises

Les **actifs financiers des entreprises** ont poursuivi leur croissance avec une hausse de 5,7 % (soit +24,2 M€) à fin décembre 2015. La baisse du 1^{er} semestre de 8,5 % (-36,4 M€) a été compensée par une forte augmentation au 2^d semestre (+15,5 %, soit +60,6 M€).



La croissance des **dépôts à vue** (+7,2 %, soit +25,1 M€) explique l'essentiel de la hausse annuelle. Les **placements liquides ou à court terme** s'inscrivent en revanche en baisse (-8,4 % soit -6,0 M€) en raison de la baisse de 7,2 M€ des placements indexés sur les taux de marché (-12,5 %). Les **comptes d'épargne à régime spécial** enregistrent quant à eux une croissance de 8,0 %, soit +1,2 M€.

Baisse des actifs des autres agents

L'**épargne des autres agents** diminue de 7,3 % (-10,3 M€) sur un an. La baisse des **dépôts à vue** (-4,4 %, soit -4,3 M€), la contraction des **placements indexés sur les taux du marché** (-20,0 %, soit -4,0 M€) et l'importante décollecte des placements de long terme (-52,2 %, soit -5,4 M€) expliquent l'essentiel de la baisse de l'épargne des autres agents sur l'année 2015.

MÉTHODOLOGIE

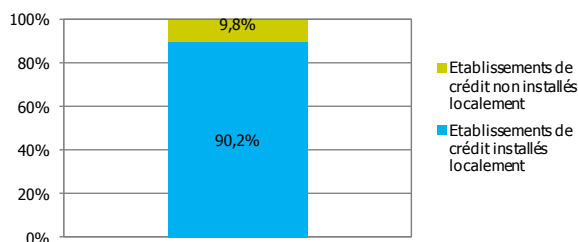
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

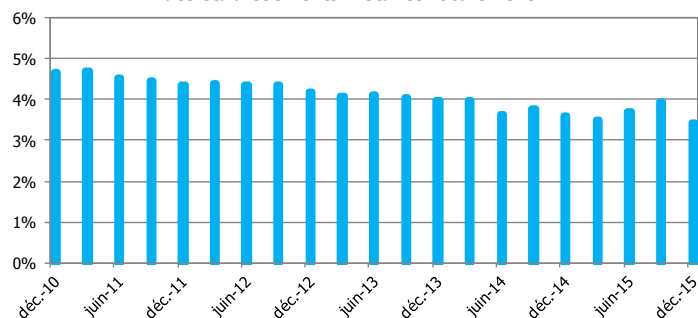
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros				Variations					
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	80,1	101,0	94,1	77,3	75,8	74,9	79,4	81,6	9,0%	5,7%
<i>Créances commerciales</i>	10,3	9,2	8,4	6,4	5,2	4,8	3,9	6,1	27,3%	-5,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	35,9	35,5	34,4	33,8	31,0	29,5	32,1	33,5	13,6%	-0,9%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	7,2	6,0	6,2	7,7	6,9	6,8	6,8	7,5	9,2%	-3,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27,8	47,5	42,0	26,5	30,6	31,1	33,7	31,8	2,2%	19,9%
<i>Affacturage</i>	6,2	8,7	9,3	10,6	9,0	9,6	9,6	10,4	8,1%	-2,1%
Crédits d'investissement	411,8	388,6	409,3	446,0	479,1	493,7	493,8	487,3	-1,3%	9,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	317,1	294,0	314,5	348,8	375,5	390,1	379,8	375,7	-3,7%	7,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	37,5	25,4	23,0	13,8	13,5	13,9	13,6	13,2	-4,7%	-3,8%
<i>Crédit-bail</i>	94,7	94,6	94,8	97,2	103,6	103,6	114,0	111,6	7,8%	14,9%
Crédits à l'habitat	714,8	782,1	841,0	911,7	911,0	897,4	881,6	887,0	-1,2%	-2,7%
Autres crédits	6,0	6,2	9,5	8,9	8,2	7,4	5,1	5,8	-21,9%	-35,5%
Encours sain	1 212,6	1 277,8	1 353,8	1 443,9	1 474,1	1 473,4	1 459,9	1 461,8	-0,8%	1,2%
Ménages										
Crédits à la consommation	168,1	164,7	170,7	171,8	171,8	172,8	176,4	180,5	4,5%	5,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	140,7	138,0	144,9	147,8	148,4	149,5	154,2	159,1	6,4%	7,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	12,8	12,9	13,7	13,3	13,2	14,3	14,0	13,5	-5,8%	1,7%
<i>Crédit-bail</i>	14,6	13,8	12,1	10,8	10,2	9,0	8,3	7,9	-11,8%	-26,7%
Crédits à l'habitat	565,4	630,9	687,0	709,8	717,8	724,5	731,1	790,6	9,1%	11,4%
Autres crédits	0,2	0,2	0,1	0,7	0,7	0,1	0,0	2,0	3724,8%	190,0%
Encours sain	733,7	795,7	857,9	882,3	890,3	897,4	907,5	973,1	8,4%	10,3%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	1,3	0,6	0,7	4,9	3,5	0,4	0,1	3,2	763,0%	-34,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,1		0,0	4,0	3,5	0,0	0,0	3,2	8597,3%	-19,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1,2	0,6	0,7	0,9	0,0	0,3	0,1	0,0	-100,0%	-100,0%
Crédits d'investissement	386,7	379,8	355,5	353,8	366,6	378,3	374,3	343,3	-9,3%	-3,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	386,6	379,8	355,5	353,7	366,5	378,2	374,2	342,8	-9,4%	-3,1%
Autres crédits	0,5	0,2								
Encours sain	388,5	380,7	356,2	358,7	370,2	378,7	374,4	346,5	-8,5%	-3,4%
Autres agents										
Encours sain	29,7	40,3	65,9	97,8	97,8	100,6	100,9	118,7	18,0%	21,4%
TOTAL										
Encours sain	2 364,6	2 494,6	2 633,8	2 782,7	2 832,4	2 850,0	2 842,7	2 900,1	1,8%	4,2%
<i>dont ECNIL</i>	366,2	347,1	334,6	329,5	327,9	324,8	300,8	283,5	-12,7%	-14,0%
Créances douteuses brutes	98,9	105,5	105,7	97,6	97,7	104,5	128,7	119,0	13,9%	22,0%
<i>dont ECIL</i>	90,8	94,1	95,8	92,1	90,9	97,3	104,8	92,6	-4,8%	0,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	38,7	43,2	42,8	38,9	39,7	47,8	69,3	68,4	42,9%	75,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	28,8	31,6	25,2	20,9	21,7	28,2	47,4	47,7	69,0%	127,7%
<i>(dt) Ménages</i>	9,7	11,3	12,3	15,4	15,6	14,3	16,4	18,3	28,6%	19,0%
Provisions	60,2	62,3	62,9	58,7	58,0	56,7	59,4	50,7	-10,6%	-13,6%
Encours brut total	2 463,5	2 600,1	2 739,5	2 880,2	2 930,1	2 954,5	2 971,4	3 019,2	2,2%	4,8%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,0%	4,1%	3,9%	3,4%	3,3%	3,5%	4,3%	3,9%	0,4 pt	0,6 pt
<i>dont ECIL</i>	4,3%	4,2%	4,0%	3,6%	3,5%	3,7%	4,0%	3,4%	-0,3 pt	-0,2 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	60,9%	59,0%	59,5%	60,1%	59,4%	54,2%	46,2%	42,6%	-11,6 pt	-17,6 pt
<i>dont ECIL</i>	66,1%	65,8%	65,3%	63,2%	63,2%	57,6%	56,0%	53,9%	-3,6 pt	-9,2 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Sociétés non financières	359,8	499,9	469,9	426,6	398,1	390,2	404,7	450,9	15,5%	5,7%
Dépôts à vue	259,5	269,6	280,5	348,7	314,7	319,7	326,0	373,8	16,9%	7,2%
Placements liquides ou à court terme	92,3	79,3	61,8	72,1	77,5	66,4	66,8	66,1	-0,4%	-8,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	18,3	22,3	4,8	14,6	23,0	16,2	23,3	15,8	-2,6%	8,0%
Placements indexés sur les taux de marché	74,1	56,9	57,0	57,5	54,5	50,2	43,5	50,3	0,2%	-12,5%
<i>dont comptes à terme</i>	29,2	21,2	27,4	34,5	31,4	28,3	26,1	27,3	-3,7%	-21,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	34,0	31,4	25,3	20,1	20,0	19,3	14,8	19,9	2,9%	-1,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	10,9	4,3	4,3	2,9	3,1	2,6	2,6	3,2	23,7%	10,7%
Epargne à long terme	8,0	151,1	127,6	5,8	5,9	4,1	11,8	11,0	166,6%	89,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,0	4,0	2,3	2,2	2,2	1,4	9,2	8,4	493,1%	285,5%
Ménages	952,0	993,5	1 037,5	1 055,1	1 066,9	1 076,6	1 042,4	1 085,3	0,8%	2,9%
Dépôts à vue	324,3	331,4	345,6	345,0	340,4	351,9	349,1	358,9	2,0%	4,0%
Placements liquides ou à court terme	309,7	331,8	342,3	345,5	349,3	350,1	339,4	345,1	-1,4%	-0,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	282,2	303,5	315,1	323,1	328,2	329,7	319,6	324,8	-1,5%	0,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	89,9	91,8	90,3	94,5	94,5	96,6	93,5	94,4	-2,3%	-0,1%
<i>dont livrets A et bleus</i>	140,2	155,3	166,6	170,4	175,1	174,2	168,8	172,0	-1,3%	0,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,3	2,1	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,1	8,4%	13,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	7,6	7,0	6,1	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3	0,8%	0,6%
<i>dont livrets de développement durable</i>	16,4	21,1	24,7	26,7	27,4	27,8	27,1	27,9	0,5%	4,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,7	26,2	25,3	24,2	24,0	23,8	22,9	22,9	-3,5%	-5,4%
Placements indexés sur les taux de marché	27,5	28,3	27,2	22,4	21,1	20,4	19,8	20,3	-0,4%	-9,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	19,1	20,6	20,8	17,7	16,2	15,7	15,4	15,8	0,1%	-10,8%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	8,3	7,7	6,4	4,8	4,7	4,6	4,2	4,5	-2,2%	-6,4%
Epargne à long terme	318,0	330,3	349,6	364,5	377,3	374,7	353,8	381,3	1,8%	4,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	86,4	88,8	95,5	102,8	106,5	106,9	106,8	110,0	2,9%	7,0%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,7	5,4	5,2	4,7	4,7	4,6	4,5	4,4	-5,5%	-7,3%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	2,1%	6,8%
<i>dont portefeuille-titres</i>	15,2	18,0	18,6	16,5	17,4	15,8	12,1	14,2	-9,8%	-14,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	12,6	10,7	9,8	8,6	9,0	7,2	6,2	7,0	-2,6%	-18,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	197,2	206,7	219,8	231,1	238,9	239,5	223,5	245,0	2,3%	6,0%
Autres agents	128,0	138,5	151,3	140,9	144,2	136,8	122,7	130,6	-4,6%	-7,3%
Dépôts à vue	94,4	94,1	98,6	98,1	100,9	91,8	87,5	93,8	2,2%	-4,4%
Placements liquides ou à court terme	29,9	41,6	44,5	32,5	32,9	34,9	31,6	31,8	-8,7%	-2,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	12,9	18,5	23,0	12,0	14,1	14,0	15,9	15,5	10,3%	28,4%
Placements indexés sur les taux de marché	16,9	23,2	21,4	20,5	18,7	20,9	15,6	16,4	-21,5%	-20,0%
<i>dont comptes à terme</i>	11,2	14,5	16,5	17,1	14,8	15,8	14,2	14,0	-11,7%	-18,1%
Epargne à long terme	3,8	2,7	8,2	10,3	10,4	10,2	3,7	4,9	-51,9%	-52,2%
Total actifs financiers	1 439,9	1 631,9	1 658,7	1 622,6	1 609,2	1 603,6	1 569,7	1 666,7	3,9%	2,7%
Dépôts à vue	678,2	695,2	724,6	791,9	756,0	763,4	762,6	826,5	8,3%	4,4%
Placements liquides ou à court terme	431,9	452,7	448,6	450,1	459,7	451,3	437,8	443,0	-1,8%	-1,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	313,4	344,3	342,9	349,7	365,4	359,9	358,9	356,0	-1,1%	1,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	99,8	106,4	109,0	105,9	110,8	116,6	114,6	113,9	-2,3%	7,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	161,5	181,5	175,7	185,6	195,9	184,4	186,9	183,8	-0,3%	-1,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,3	2,1	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,1	8,4%	13,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	7,6	7,0	6,1	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3	0,8%	0,6%
<i>dont livrets de développement durable</i>	16,4	21,1	24,8	26,7	27,4	27,8	27,2	27,9	0,5%	4,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,7	26,2	25,4	24,3	24,0	23,8	22,9	23,0	-3,6%	-5,4%
Placements indexés sur les taux de marché	118,5	108,4	105,7	100,4	94,3	91,4	78,9	87,0	-4,9%	-13,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	59,5	56,4	64,7	69,3	62,4	59,9	55,8	57,0	-4,8%	-17,7%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	10,9	4,3	4,3	2,9	3,1	2,6	2,6	3,2	23,7%	10,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	48,1	47,7	36,7	28,3	28,7	28,9	20,5	26,7	-7,5%	-5,5%
Epargne à long terme	329,8	484,1	485,4	380,6	393,5	389,0	369,3	397,2	2,1%	4,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	86,5	88,9	95,5	103,1	106,8	107,2	107,1	110,2	2,8%	7,0%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,8	5,4	5,2	4,7	4,7	4,6	4,5	4,4	-5,5%	-7,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	2,1%	6,8%
<i>dont actions</i>	10,8	153,0	132,4	11,0	11,8	11,1	8,7	10,5	-5,8%	-4,6%
<i>dont obligations</i>	8,5	13,9	14,3	13,0	13,1	10,9	9,3	11,0	1,0%	-15,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	20,2	15,4	17,5	17,1	17,5	15,0	15,5	15,4	3,1%	-9,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	197,2	206,7	219,8	231,1	238,9	239,5	223,5	245,0	2,3%	6,0%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Avril 2016